Sanctions à l'encontre de la Russie - Aspects généraux -

Prof. Maria Ludwiczak Glassey maria.ludwiczak@unige.ch



1. Le régime juridique des sanctions internationales en Suisse

Sanction « unilatérale » suisse



Art. 184 al. 3 Cst.



Durée limitée (Proposition du Conseil fédéral 19.085 + Motion parlementaire 22.3395 → rejets)

Ex.: Kosovo (avant LEmb), Crimée

Sanction ONU / OSCE / « principal partenaire commercial de la Suisse »



Reprise par la Suisse Depuis 2003: Loi fédérale sur l'application de sanctions internationales (Loi sur les embargos, LEmb, RS 946.231)



Art. 2 LEmb → Ordonnance du Conseil fédéral

Ex. : Biélorussie, Russie, Burundi, Nicaragua

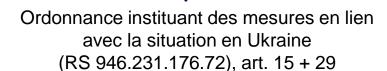


2. L'exemple des sanctions en lien avec la situation en Ukraine

Sanctions UE contre la Russie



Reprises par la Suisse, art. 2 LEmb



Annexe 8: Personnes physiques visées par les restrictions financières et l'interdiction d'entrée et de transit, et entreprises et entités visées par les sanctions financières

- Listing (et de-listing)
- Banque de données SESAM (SECO Sanctions Management)
- Trois acteurs essentiels:
 - Secrétariat d'État à l'économie
 - Établissements bancaires
 - Avocats-conseils

